



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Aménagements scénographiques de l'exposition temporaire
« Electric'op, de l'art optique à l'art numérique »

du 4 avril 2025 au 31 août 2025
au Musée d'arts de Nantes

-

matériel audiovisuel et multimédia

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Table des matières

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 – L’OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 - ORGANISATION DU MARCHÉ.....	4
1.2.1 - LES INTERLOCUTEURS CHEZ L’ACHETEUR.....	4
1.2.2 LES INTERLOCUTEURS CHEZ LE TITULAIRE.....	4
1.2.3 - PRATIQUES FOURNISSEURS.....	5
1.3 – ALLOTISSEMENT.....	5
1.4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 : DÉLAIS DE LIVRAISON.....	6
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LIVRAISON.....	6
ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1 - VÉRIFICATION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE.....	6
5.2- ADMISSION.....	7
ARTICLE 6 : GARANTIES TECHNIQUES.....	7
ARTICLE 7 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA MAINTENANCE.....	7
ARTICLE 8: GARANTIES FINANCIÈRES.....	7
ARTICLE 9 : AVANCE.....	7
ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHÉ.....	8
10.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS.....	8
ARTICLE 11– MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	8
11.1- ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS.....	8
11.2 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	8
12.5 - SUSPENSION DU DÉLAI DE PAIEMENT.....	9
ARTICLE 13 : REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	10
ARTICLE 14 : PÉNALITÉS.....	11
PÉNALITÉS DE RETARD POUR LA LIVRAISON DES ARTICLES :.....	11
ARTICLE 16 – RÉSILIATION DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS.....	12

16.1- RÉSILIATION EN CAS DE MANQUEMENTS À SES OBLIGATIONS.....	12
16.2 - AUTRES CAS DE RÉSILIATION.....	12
<u>ARTICLE 17 : DROIT ET LANGUE.....</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 18 - NANTISSEMENT – CESSION DE CRÉANCE.....</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 19 : DISPOSITIONS DIVERSES.....</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 20 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G. FCS.....</u>	<u>12</u>

Article premier : Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1 – L'objet du marché

Le Musée d'arts de Nantes organise une exposition temporaire « Electric'Op, de l'art optique à l'art numérique », qui sera présentée au public du 4 avril 2025 au 31 août 2025.

La présente consultation concerne la fourniture et l'installation de matériel audiovisuel et multimédia.

1.2 - Organisation du marché

1.2.1 - Les interlocuteurs chez l'acheteur

Le Musée d'arts de Nantes est l'interlocuteur principal du titulaire du marché en tant que coordonnateur et pilote du marché. Il en assure donc le suivi général. Il centralise les informations commerciales émanant du titulaire retenu et est l'interlocuteur désigné pour recevoir les propositions d'économie que pourra suggérer le prestataire, le musée est également en charge de l'exécution du marché. 3 gestionnaires de contrat sont amenés à travailler en direct avec le titulaire du marché qui gèrera avec ces personnes l'exécution et le suivi opérationnel du marché (gestion des commandes, suivi des interventions...).

1.2.2 Les interlocuteurs chez le titulaire

Le responsable technique

Le titulaire du marché s'engage à communiquer au plus tard à la date de notification du marché le nom de la personne en charge du suivi technique et opérationnel du marché.

Changement d'interlocuteur(s) :

1- demandé par la direction pilote :

En cas de manquements répétés dans l'exécution du marché (manque d'informations transmises, données transmises erronées...), la Direction pilote peut, avant d'envisager la résiliation du marché exiger un changement d'interlocuteur(s) au sein de la société titulaire du marché.

2- proposé par le titulaire :

Le titulaire s'engage à n'affecter aux prestations objet du présent marché que les personnels figurant au mémoire technique.

Si l'une de ces personnes n'est plus en mesure d'accomplir les tâches qui lui sont affectées, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communique le nom dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Dans le silence de l'acheteur, le remplaçant proposé est considéré comme accepté.

Les avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié sans indemnité après mise en demeure préalable.

1.2.3 - Pratiques fournisseurs

Il est précisé, que le titulaire n'est pas autorisé à :

1. Entreprendre à son initiative des démarches commerciales physiques ou téléphoniques vers les différents services de ou des acheteurs.
2. Faire bénéficier de cadeaux promotionnels ou de fin d'année, les services concernés par ce marché

1.3 – Allotissement

Aucun allotissement n'est prévu.

1.4 - Durée du marché

Le marché court à compter de sa date de notification et s'achève à l'issue de la période de garantie des matériels. Ladite garantie commencera à courir à réception du matériel. Pour l'élément en location, la durée de la location correspond à la durée de l'exposition soit du 1^{er} avril au 31 août 2025.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- L'offre financière du candidat comprenant le détail des équipements de série et les accessoires/entretien(s) éventuels inclus dans le prix
- Les éléments techniques (cadre de réponse complété, fiches techniques) et tenant à la garantie produit par le titulaire à l'appui de l'offre
- Les fiches techniques remises par le titulaire à l'appui de son offre

Article 3 : Délais de livraison

La date de livraison est par définition la date à laquelle la commande est livrée sans réserve formulée par l'acheteur.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la collectivité dans les conditions définies à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 4 – Conditions de livraison

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché

Adresse de livraison :

La livraison sera faite à l'adresse suivante : Musée d'Arts de Nantes

Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S

Se référer au CCTP pour les précisions sur les conditions de livraison.

Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations

5.1 - Vérification quantitative et qualitative

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Tout article livré endommagé ou révélant un vice caché, postérieurement à la réception est signalé au fournisseur. Ce dernier est tenu de reprendre le produit défectueux et de le remplacer si toutefois, il n'est pas prouvé que le défaut constaté ait une origine postérieure à la livraison (stockage défectueux par exemple...).

La fourniture de remplacement sera identique à la fourniture initiale en ce qui concerne le type d'article, la quantité et le prix.

En cas d'erreur de commande du correspondant fourniture, la reprise ou l'échange des produits peut être demandé gratuitement. Les conditions auxquelles il assure la reprise ou l'échange des produits sont décrites dans le mémoire technique du titulaire.

Lors de la reprise, un bon de reprise est édité par le titulaire selon les mêmes modalités que pour les bons de livraison.

5.2- Admission

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 6 : Garanties techniques

Les prestations font l'objet d'une garantie conformément au CCAG-F.C.S

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Article 7 : Dispositions spécifiques à la maintenance

Le présent marché intègre des prestations de maintenance telles que définies à l'article 32 du C.C.A.G.-F.C.S.

Se référer au CCTP pour les conditions de maintenance durant l'exposition.

Article 8: Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 : Avance

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'option B du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant initial du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du initial du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60,00 % du montant du marché initial (ou du bon de commande). Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché initial (ou du bon de commande).

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 10 – Prix du marché

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS.

10.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est par ailleurs réputé avoir été établi en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le prix indiqué à l'acte d'engagement comprendra :

- la fourniture du matériel de série complet y compris les accessoires supplémentaires proposés ;
- la livraison du matériel ;
- la mise en service ;
- la formation des utilisateurs aux réglages, à l'entretien et à la sécurité ;
- les entretiens proposés ;
- la fourniture de tous les documents imposés par la réglementation en vigueur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres telles que les taxes applicables à certains produits spécifiques.

Ils intègrent également tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport des fournitures, matériaux et matériels spécifiques jusqu'au lieu de leur livraison. Certains frais, telle que la consigne des palettes doivent être inclus aux prix.

En conséquence, toute facture où figureraient de tels frais sera systématiquement rejetée et retournée au fournisseur.

Article 11– Modalités de règlement des comptes

11.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dans le cas où le titulaire du marché souhaite se prévaloir de la dérogation à la périodicité maximum de versement des acomptes prévue à l'article R2191-22 du Code de la commande publique, il devra fournir, au titre des pièces justificatives, un document témoignant que son entreprise peut bénéficier de cette dérogation.

11.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

La demande de paiement porte outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et les coordonnées du titulaire (nom, adresse, numéro de SIRET ...)
- les coordonnées bancaires en vigueur (si le RIB n'a pas été antérieurement fourni)
- le numéro et la date du marché correspondant et son libellé
- la liste des prestations fournies
- le numéro et la date du bon de livraison
- le montant hors T.V.A., taux et montant T.V.A., les montants toutes taxes comprises des prestations exécutées
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché
- le SIRET du budget de la collectivité concerné par la facturation
- le numéro d'engagement auquel se rapporte la facture (*ce numéro est communiqué par l'acheteur. A défaut, il appartient au titulaire de se rapprocher de l'interlocuteur mentionné dans la lettre de notification pour l'obtenir*)
- le code service

Dans le cas où la demande de paiement ne comporterait pas l'ensemble des pièces et/ou mentions prévues par la loi ou le présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la suspendre, voire la rejeter.

En cas de sous-traitance multiple et dont le paiement direct est encadré par un montant maximum, et s'il y a modification de la répartition financière entre titulaire et sous-traitants, le titulaire annexera à sa demande paiement un document faisant état de la nouvelle part financière allouée à chacun des intervenants concernés.

12.3 Modalités de transmission des factures

Les demandes de paiements sont adressées électroniquement via le portail Chorus Pro.

Des informations concernant le fonctionnement sont disponibles à l'adresse <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

12.4 Conditions de paiement

Le paiement des sommes dues au titre du présent marché interviendra dans un délai global maximum de 30 jours conformément aux articles R2192-10 du code de la commande publique.

La date de départ de ce délai pour le paiement de l'avance, prévue le cas échéant pour ce marché, est celle de la réception par le pouvoir adjudicateur de la garantie à première demande conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le Comptable assignataire des Finances et n'inclut donc pas les délais bancaires..

12.5 - Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions de du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

A compter de la réception de justifications demandées, un nouveau délai global est ouvert : il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, les sommes admises sont payées dans les délais ci-dessus. Le complément est mandaté le cas échéant, après règlement du désaccord; ce complément donne lieu à des intérêts moratoires au profit du titulaire.

Article 13 : Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra, à son initiative, se voir substituer par un nouveau titulaire.

Ce remplacement ne pourra toutefois advenir que dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité ;
- cession de contrat ;
- décès ;
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé par le titulaire ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, et ce à l'aune des mêmes pièces que celles produites par le titulaire à l'appui de sa candidature.

Au terme de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution, substitution qui ne pourra, en toutes hypothèses, emporter d'autres modifications substantielles des clauses contractuelles.

Dans le cadre d'un groupement titulaire (au sens des dispositions des articles R2142-19 du Code de la commande publique), cette même latitude de substitution, au titre de l'une des hypothèses visées *supra*, sera offerte à chacun des membres du groupement, sous réserve de l'accord de l'ensemble des co-traitants (en ce compris le mandataire) et de l'acheteur.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit l'un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

En cas de désaccord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution (et, conséquemment, sur la mise en œuvre de cette dernière), il sera procédé comme suit :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : le retrait d'un cotraitant (pour l'une des raisons énumérées au 2nd alinéa du présent article) emportera automatiquement le déploiement de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant retiré (pour l'une des raisons énumérées au 2nd alinéa du présent article) sera résiliée, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations ou travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement titulaire, le groupement recomposé désignera un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du C.C.A.G.-F.C.S., et ce quelle que soit la nature du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent se refuse d'être solidaire, l'acheteur se réservera la possibilité :

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de résilier le présent marché (dans son ensemble), sans que toutefois cette résiliation donne lieu à une quelconque indemnisation du groupement titulaire.

En toutes hypothèses, la substitution donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 14 : Pénalités

Les pénalités prévues au marché, seront recouvrées dès le 1er euro par dérogation à l'article 14.1 .3 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3, ces pénalités ne sont soumises à aucun plafonnement de montant.

Par dérogation à l'article 14 .1.1 du CCAG-FCS, l'acheteur informera le titulaire de la sanction envisagée et celui-ci disposera de 10 jours ouvrés pour présenter ses observations à la suite desquelles la direction se réserve le droit d'appliquer ou non ces sanctions.

Pénalités de retard pour la livraison des articles :

La date de livraison effective est par définition la date à laquelle la commande est livrée sans reliquat et sans réserve formulée par un agent de la Ville de Nantes.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, une pénalité forfaitaire de 1000 € par jour calendaire de retard de livraison sera appliquée.

Pénalité en cas de livraison dans les délais avec problème de qualité :

Dans le cas présent, le titulaire se verra appliquer la pénalité relative au retard de livraison ou de réalisation ne satisfaisant pas aux exigences qualitatives, étant considérée comme une absence de livraison.

Pénalité pour défaut de mise en oeuvre de la garantie (dont le service après-vente)

En cas de retard dans la mise en oeuvre de la garantie (dont le service après-vente), à compter de la notification de la demande de la prise en compte de la garantie (téléphone, fax ou mail) le titulaire se verra appliquer la pénalité suivante : 500 € HT par jour ouvré de retard

Article 16 – Résiliation des engagements contractuels

16.1- Résiliation en cas de manquements à ses obligations

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait, notamment, de récurrence de retards non justifiés dans l'exécution de ses missions, de fréquents non-respect des engagements pris dans le cadre de ce marché, d'absence de fiabilité des éléments fournis pour le suivi commercial ou financier du marché, l'acheteur aura la faculté de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'acheteur fait connaître son intention au titulaire en motivant sa décision. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours ouvrés pour lui présenter ses observations. Au vu de celles-ci, la collectivité prendra sa décision et la notifiera au titulaire.

16.2 - Autres cas de résiliation

Les articles 38 à 45 du C.C.A.G.F.C.S. sont applicables à ce marché.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

Article 17 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la personne publique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 18 - Nantissement – Cession de créance

Le marché est susceptible d'être cédé ou donné en nantissement dans les conditions précisées aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En conséquence, et pour assurer éventuellement l'exécution des dispositions qui précèdent, il est spécifié que les paiements auront lieu à la Caisse de M. le Comptable assignataire des Finances de Nantes Municipale, 8 rue Pierre Chéreau - BP 53 615 - 44036 NANTES CEDEX 1.

Les modifications dans la désignation du comptable ou dans les modalités du paiement feront l'objet d'une mention spéciale sur l'exemplaire délivré.

Aucune modification dans la désignation du comptable ni dans les modalités de règlement ne pourra intervenir après signification au comptable du nantissement.

Article 19 : Dispositions diverses

Format de documents

La personne publique utilise exclusivement la suite bureautique LibreOffice et les formats OpenDocument (odt, ods, odp) ou « neutres » (.txt, .csv, .pdf).

La suite Microsoft Office est absente des postes de travail.

L'échange de documents dans le cadre de l'exécution du marché doit se faire prioritairement aux formats OpenDocument (odt, ods, odp) ou « neutres » (.txt, .csv, .pdf). Par contre, dans les cas d'élaboration collaborative de documents, ces formats sont imposés de même que l'usage de la suite Libre Office.

Article 20 : Dérogations au C.C.A.G. FCS

Les dérogations aux C.C.A.G.-FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
L'article 14 déroge à l'article 14 du CCAG FCS
L'article 16.2 déroge à l'article 42 du CCAG FCS